

Europe libérale
crise énergétique
plans sociaux
paquet fiscal...

Sarkozy-Barroso

STOP!

**changeons
maintenant!**



Parti socialiste européen

People first

Citoyens d'abord



Parti socialiste

www.changerleurope.fr

Vote sanction contre les responsables de la crise Sarkozy

L'injustice : le bouclier fiscal ne protège que les riches. En 2008, 834 contribuables qui ont un patrimoine de plus de 15 millions d'euros ont reçu chacun un chèque de 368 000 euros : 30 ans de salaire de la vie d'un Smicard !

L'inefficacité : on ne compte plus les licenciements qui frappent les salariés alors que des patrons, parfois dans les mêmes entreprises s'octroient des parachutes dorés, bonus et autres stock options. La récession s'aggrave et le pouvoir d'achat recule. Sarkozy, qui a gaspillé l'argent public avec le paquet fiscal, n'oppose aujourd'hui à la crise qu'un plan de relance sans ambition ni moyens.

L'imprévoyance : en s'en prenant aux jeunes, aux étudiants, aux chercheurs, aux hôpitaux et aux services publics, Sarkozy sème le désordre et compromet l'avenir de la France dans la compétition mondiale pour le savoir, l'innovation et la protection sociale.

L'insécurité : jamais l'insécurité des personnes n'a été aussi forte dans nos quartiers. Agressions et escroqueries se multiplient. Et Sarkozy est toujours content de lui.

L'autoritarisme : toujours plus d'atteintes aux libertés publiques, plus de nominations d'hommes liés au pouvoir aux postes-clés (banques, médias, administrations etc.)

Barroso le Président de la Commission européenne avec sa majorité conservatrice PPE dont l'UMP fait partie

L'inégalité avec la directive Bolkestein, qu'ils ont soutenue jusqu'au bout et qui favorisait le dumping social et la concurrence entre les salariés en Europe, tirant tout le monde vers le bas.

L'insécurité sociale et salariale avec la directive « temps de travail » qu'il a défendue et qui légalise le travail à 60 heures par semaine.

L'injustice avec la directive « retour » qui s'attaque, non pas aux causes des flux migratoires, mais aux immigrés dans leur dignité d'hommes et de femmes.

L'imprévoyance de Barroso qui, à la tête de la Commission européenne, n'a pas vu venir la crise économique, n'a pris aucune initiative d'ampleur pour y faire face, et qui ne cesse depuis d'en sous-estimer la gravité. Il s'est aussi opposé à la régulation des marchés financiers, laissant les banques prendre des risques excessifs, ce qui, aujourd'hui, oblige les États à les renflouer avec l'argent public.

L'insuffisance des plans de relance européens, qui n'ont pas l'ambition des plans de relance décidés par Barack Obama et qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Vote action pour surmonter la crise

Les socialistes proposent pour la France

L'abrogation immédiate du paquet fiscal et du bouclier fiscal qui protègent les plus riches et entravent la reprise économique.

Un plan de relance massif qui soutient la consommation, notamment par une aide immédiate au pouvoir d'achat des 12 millions de foyers les plus modestes de 500 euros et qui relance l'investissement par des programmes de travaux publics (logement social, transports, etc.)

La revalorisation immédiate des allocations logement de 10 %. **Augmentation immédiate** des salaires et chèques transport. **La prolongation de 6 mois** des indemnités chômage.

Legel immédiat de toute suppression de postes dans la fonction publique. Une autre répartition des richesses entre salaires et profits et une nette réduction de la hiérarchie salariale.

Une loi pour limiter les stock-options, les bonus et les parachutes dorés et le plafonnement des hauts revenus.

Les partis socialistes des 27 pays d'Europe proposent ensemble

Une stratégie européenne pour la croissance et l'emploi, une croissance verte et durable dans les entreprises qui permette de créer 10 millions de nouveaux emplois.

Un vrai plan de relance en faveur de l'investissement et de la consommation pour sortir de la crise. Ce plan misera sur de grands travaux pour les infrastructures. Il sera financé par des emprunts publics, une augmentation du budget et un investissement massif dans la croissance écologique, dans le soutien aux PME, la recherche, l'innovation et l'industrie de pointe.

Un pacte de progrès social. Il garantira un salaire minimum (SMIC) ainsi que des revenus minimum dans tous les États-membres, aux retraités, chômeurs et salariés peu qualifiés. Nous imposerons une directive pour défendre les services publics en Europe et une clause de sauvegarde qui protège les acquis sociaux des États-membres contre les directives qui les mettraient en cause.

Une nouvelle réglementation pour les marchés financiers. Elle couvrira tous les acteurs financiers, y compris les fonds spéculatifs et elle interdira les paradis fiscaux. Elle réglementera l'ensemble de l'activité des banques.

Une Europe qui protège et qui progresse avec notamment une politique de juste échange, contre la concurrence déloyale d'entreprises extérieures qui ne respectent aucune règle sociale ou environnementale et qui permettra à nos industries les plus exposées de préserver leurs emplois en se modernisant ; **l'harmonisation fiscale** qui évitera les délocalisations à l'intérieur de l'Europe.

Changer l'Europe, maintenant !

Harlem Désir

Tête de liste en Ile-de-France



LISTE ILE-DE-FRANCE : 1 - Harlem Désir, 2 - Pervenche Berès, 3 - Benoît Hamon, 4 - Monique Salio, 5 - Alain Richard, 6 - Michèle Sabban, 7 - Guillaume Balas, 8 - Lucile Schmid, 9 - Patrick Malivet, 10 - Claire Edey, 11 - Olivier Faure, 12 - Adoléf Ankrach, 13 - Mehdi Ouraoui. SUPPLÉANTS : 1 - Estelle Rodès, 2 - Benoît Marquaille, 3 - Pacôme Adjourouvi, 4 - Thomas Petit, 5 - Hella Kribi-Romdhane, 6 - Mamadou Gaye, 7 - Elisabeth Guy-Dubois, 8 - Denis Gettiffe, 9 - Céline Pina, 10 - Mario Gonzalez, 11 - Angèle Louviers, 12 - Ismaila Wane, 13 - Corinne Bord.

Ensemble, nous pourrons bâtir une **Europe plus solidaire, plus démocratique, plus écologique**. Nous devons mettre l'économie au service de l'humain, nous avons besoin de justice sociale maintenant.

C'est le défi que nous allons relever avec tous les socialistes européens.

Le 7 juin prochain, mobilisez-vous, **faites entendre votre voix pour une majorité de gauche au Parlement européen.**

Grand meeting 13 mai 2009 - Paris
Cirque d'Hiver - 19h

